

BRÈVES ÉCONOMIQUES

DU PROCHE-ORIENT

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION
(AMMAN, BAGDAD, JÉRUSALEM, LE CAIRE, TÉHÉРАН, TEL-AVIV)

N° 010 – du 2 mars au 9 mars 2023

ZOOM SUR : ÉGYPTÉ – QUELLE RÉPONSE À LA MISE EN PLACE DU MÉCANISME D'AJUSTEMENT CARBONE AUX FRONTIÈRES DE L'UE ?

En décembre 2022, les institutions européennes ont annoncé la mise en place progressive d'un mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (MACF). Les importations de fer et d'acier, d'aluminium, de ciment, d'engrais, d'électricité, d'hydrogène et potentiellement de polymères et de produits chimiques organiques feront l'objet d'une taxe carbone en 2026, ainsi que tous les biens couverts par le système d'échange de quotas d'émission de l'UE (SEQE) d'ici 2030.

L'UE est un partenaire commercial majeur pour l'Égypte (près de 30% des exportations égyptiennes étaient destinées au marché européen en 2021/22) et le premier marché d'exportation de fer et d'acier (55 % des exportations en valeur en 2021), d'aluminium (49 %) et d'engrais (33 %) égyptiens. À partir de 2026, jusqu'à 20 % des exportations égyptiennes à destination de l'UE feront donc potentiellement l'objet d'une taxe carbone.

La réglementation évolue pour imposer aux entreprises une plus grande prise en compte des enjeux environnementaux. La mise en œuvre du MACF demandera dès 2026 aux producteurs de faire certifier le bilan carbone des biens exportés. La communauté d'affaire égyptienne s'inquiète ainsi du surcoût dont devront s'acquitter les entreprises et d'un alourdissement des démarches administratives. Si les systèmes de reporting ESG sont encore peu diffusés, l'Autorité de régulation financière égyptienne (FRA) a publié en 2021 une réglementation exigeant que les entreprises cotées à la Bourse égyptienne (EGX) soumettent des rapports ESG. Aussi, en proposant dès l'été 2022 des amendements à la loi sur les marchés de capitaux, la FRA ouvre la voie à l'échange de certificats de carbone sur la bourse égyptienne d'ici mi-2023.

Une décarbonation encore partielle de l'industrie, portée pour l'heure par les grands groupes égyptiens et les multinationales. Plusieurs producteurs locaux d'acier – dont Ezz Steel le principal producteur d'acier en Égypte – utilisent majoritairement des fours à arc électriques, technologie ayant un impact carbone plus faible que les hauts fourneaux. La filière égyptienne des engrais est bien positionnée pour faire face au déploiement du MACF : les autorités ont ainsi inauguré lors de la COP27 la mise en service partielle d'un projet de production d'ammoniac vert pour l'industrie des engrais développé par le norvégien Scatec et l'égypto-émirien Fertiglobe. Le risque d'une segmentation de marché – et donc d'une décarbonation partielle – est cependant probable : la production de fertilisants verts, jugée trop coûteuse pour le marché domestique par les acteurs du secteur, serait exclusivement réservée à des marchés d'export.

L'Égypte fait de l'export d'électricité verte, de gaz et d'hydrogène vert à destination de l'Europe, la pierre angulaire de sa stratégie énergétique pour les années à venir, alors que la demande pour ces produits augmentera en Europe (l'UE à elle seule vise l'importation de 10 millions de tonnes d'hydrogène vert d'ici 2030) et que l'Égypte bénéficie d'avantages compétitifs en la matière (faible coût du renouvelable, localisation).

Service Économique du Caire

LE CHIFFRE À RETENIR

JUSQU'À 20%

PART DES EXPORTATIONS ÉGYPTIENNES
VERS L'UE QUI POURRAIT FAIRE L'OBJET
D'UNE TAXE CARBONE D'ICI 2026



ÉGYPTE

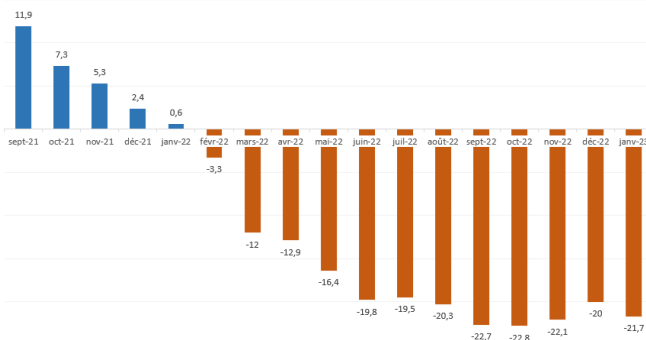
1. NOUVELLE SÉRIE DE MESURES SOCIALES POUR UN MONTANT TOTAL DE 4,85 MDS\$.

Le président Abdel Fattah El Sissi a annoncé une série de mesures afin d'atténuer les retombées de l'inflation sur la population. À partir du 1^{er} avril le salaire minimum mensuel du secteur public passera de 3 000 EGP à 3 500 EGP (≈ 113 USD) et les salaires des employés du secteur public augmenteront d'un montant minimum de 1 000 EGP. Les employés du secteur public ainsi que les enseignants des écoles publiques, les professeurs d'université et les médecins verront leurs primes augmenter de 300 à 500 EGP, tandis que les médecins travaillant de nuit et ceux des services d'urgence verront leurs primes doubler. Les pensions de retraite de l'État augmenteront également de 15 %. Le seuil d'exonération de l'impôt sur le revenu des personnes physiques sera quant à lui relevé à 30 000 EGP, contre 24 000 EGP actuellement. Enfin, les bénéficiaires du programme de soutien social Takaful et Karama verront une augmentation de 25 % des transferts en espèces.

2. NOUVELLE DÉTÉRIORATION DES ACTIFS ÉTRANGERS DU SYSTÈME BANCAIRE ÉGYPTIEN EN JANVIER.

La position nette des actifs étrangers du système bancaire égyptien s'est détériorée pour atteindre -21,7 Mds USD en janvier, contre -20 Mds USD le mois précédent, cette dégradation faisant suite à deux mois d'amélioration continue [selon les données de la Banque centrale](#). Les banques commerciales ont été responsables de la majeure partie de ce déclin, leurs engagements atteignant 13 Mds USD.

Actifs étrangers net du système bancaire égyptien (en Mds USD)



3. RÉDUCTION DES DROITS DE DOUANES SUR LES COMPOSANTS DE TÉLÉPHONIE MOBILE.

Afin de stimuler la fabrication locale de smartphones, les droits de douane appliqués à l'ensemble des composants importés pour l'assemblage de smartphones seront ramenés à 2 % alors que les écouteurs, batteries et écrans importés sont actuellement soumis à des droits de douane respectivement de 30 %, 5 % et 2 %. Cette stratégie de localisation commence à porter ses fruits : le coréen Samsung assemble deux modèles de smartphones depuis octobre 2022 dans son usine de Béni Suef tandis que l'usine d'assemblage de Nokia est opérationnelle depuis septembre dernier. Enfin le chinois Xiaomi prévoirait d'ouvrir une usine d'assemblage de smartphones d'ici fin 2023 tandis que les fabricants chinois Oppo et Vivo envisageraient également des investissements en Égypte.

4. TSO SIGNE UN CONTRAT POUR LA CONSTRUCTION DE 330 KM DE LIGNE À GRANDE VITESSE EN ÉGYPTE.

TSO, filiale française spécialisée dans l'industrie ferroviaire du groupe français NGE, installera, à partir de début 2023, 330 km de double voie et plus de 100 aiguillages sur une section (Ain Sokhna - Borg El Arab, en périphérie d'Alexandrie) de la première phase du développement d'un réseau ferroviaire de lignes à grande vitesse qui reliera Ain Sokhna situé en bordure de la mer rouge à El-Alamein, ville située sur la côte méditerranéenne en passant par la périphérie ouest du Caire. Ce nouveau contrat enrichit le portefeuille de projets égyptien de TSO après avoir remporté des contrats sur le LRT - ligne de train régional reliant le Caire à la nouvelle capitale égyptienne, sur les lignes 1 et 3 du métro du Caire ainsi que sur la ligne régionale Banha - Port Saïd.

IRAK

1. SIEMENS ENERGY OBTIENT 3 CONTRATS DE MAINTENANCE DE CENTRALES ÉLECTRIQUES.

Le Ministère de l'Électricité a signé le 7 mars avec Siemens Energy trois contrats de maintenance pour une durée de 5 ans des centrales électriques d'Al-Sadr, Kirkouk et Al-Rasheed, en présence du Premier Ministre, Mohammed Chia al-Soudani, et de la Ministre des Affaires Étrangères allemande, Annalena Baerbock, en visite officielle en Irak. Ces contrats s'inscrivent dans la mise en œuvre du



protocole d'entente signé entre Siemens Energy et le Ministère de l'Électricité (cf. brève du 12/01) et la visite du Premier Ministre irakien à Berlin du 12 janvier 2023. Les trois centrales concernées produisent plus de 1 GW d'électricité. La production électrique en Irak est notoirement insuffisante pour couvrir les besoins de ses habitants (capacités installées estimées à 25 GW pour des besoins s'élevant à environ 35 GW).

2. LANCEMENT DE L'INITIATIVE « RIYADAH » EN FAVEUR DE L'EMPLOI.

Le Premier Ministre a lancé le 4 mars la *Riyadah Pioneer Initiative for Development and Employment*. L'initiative vise à développer les compétences professionnelles des Irakiens et à créer une culture de l'entrepreneuriat dans le pays, en répartissant 100 000 participants dans divers centres et écoles de formation professionnelle. L'initiative s'inspire du *Business Innovation Program* (BIP) financé par la Norvège depuis 2012 qui a permis de former près de 60 000 personnes et de créer 9 000 emplois. Pour mémoire, l'Irak souffre d'un marché du travail sous-optimal (taux d'emploi de 33%, taux de chômage de 16,5% pour la population entière, de 36% pour les jeunes et 28% pour les femmes) et d'un capital humain très faible, du fait des décennies de conflits et de sanctions internationales qui ont affecté le pays depuis 1980. Ces facteurs se conjuguent à un secteur privé atrophie (seulement 50% des emplois), qui n'est pas en mesure d'absorber les quelques 850 000 jeunes entrant chaque année sur le marché du travail.

3. INFLATION À 3,6% EN JANVIER 2023.

Le COSIT (*Central Organization of Statistics & Information Technology*), l'agence nationale des statistiques, qui dépend du Ministère du Plan, a annoncé le 7 mars que l'inflation au mois de janvier 2023 avait atteint 3,6% par rapport à décembre 2022 (en glissement annuel, l'inflation atteint 7,2%), contre seulement 0,2% entre novembre et décembre 2022. Les plus fortes augmentations de prix concernent les transports (7,7%) et les restaurants (6,7%). Les prix des biens alimentaires ont, quant à eux, augmenté de 3,8%. Ces augmentations, notamment celles du prix des biens alimentaires, peuvent en partie être expliquées par la dégradation du taux de change du dinar par rapport au dollar sur le marché parallèle officiel qui a de facto renchérit le prix des biens de

consommation, très majoritairement importés de l'étranger.

IRAN

1. LÉGÈRE BAISSÉ DES EXPORTATIONS DE PÉTROLE.

D'après Tankertrackers.com, en février 2023, les exportations de pétrole auraient été ramenées de 1,24 Mb/j à 1,19 Mb/j, soit une baisse de 4,3% en g.m. mais une hausse de 16,7% en g.a. La Chine aurait enlevé la quasi-totalité du brut (935 000 b/j) et des condensats (150 000 b/j), la Syrie constituant le client d'appoint habituel avec 110 000 b/j.

2. IMPAYÉS IRANIENS SUR LES IMPORTATIONS DE BLÉ Russe.

D'après Agricensus, une dizaine de vraquiers transportant 660 000 tonnes de blé russe, d'une valeur estimée à 240 M\$, seraient bloqués aux abords du port de Bandar Emam Khomeini (Khouzestan). Certains d'entre eux auraient été chargés au mois d'août 2022, et seraient toujours dans l'attente d'un paiement par GTC, l'importateur étatique de biens essentiels iranien. Selon la même source, la Russie n'aurait pas encore annulé ces contrats en raison de la forte baisse du cours du blé depuis l'achat des cargaisons, de l'ordre de 20% depuis août.

ISRAËL

1. VERS UN RENOUVELLEMENT DES RESPONSABLES ÉCONOMIQUES ?

Alors que son premier mandat de cinq ans arrive à son terme, Amir Yaron ne sait pas s'il sera reconduit dans ses fonctions de gouverneur de la banque d'Israël. Il s'est en effet montré critique vis-à-vis des plans du nouveau gouvernement visant à remettre en cause l'indépendance de la Banque Centrale. Plusieurs hauts fonctionnaires de la Banque Centrale ont par ailleurs démissionné ou sont sur le point d'achever leur mandat et leur remplacement par des personnalités plus proches du nouveau pouvoir est envisagé. C'est le cas du président de « Israel securities Authority », du commissaire chargé des marchés de capitaux, des assurances et de l'épargne et du superviseur des banques au sein de la banque d'Israël. La cheffe économiste du Ministère des Finances a aussi présenté sa démission.



2. DÉPRÉCIATION DU SHEKEL, VERS UNE FUITE DES CAPITAUX ?

Le shekel s'est déprécié de 6 % en février 2023, subissant ainsi la 3^{ème} baisse mensuelle la plus importante parmi les devises principales. Lors d'une conférence qui s'est tenue à Tel-Aviv, les gestionnaires de fonds ont déclaré que les investisseurs étrangers n'étaient pas les acteurs principaux de cette fuite des capitaux mais bien les Israéliens qui ouvrent de nouveaux comptes à l'étranger. On ressent par ailleurs un certain attentisme des investisseurs étrangers en raison des nouvelles orientations politiques et cela devrait retarder leurs décisions et donc les IDE en Israël dans le secteur de la Tech. Ces IDE étaient de l'ordre de 13 Mds USD en 2022, ils pourraient revenir à 5 Mds USD en 2023.

3. APPROBATION DU PROJET DE BUDGET DE L'ÉTAT POUR 2023-2024 PAR L'EXÉCUTIF.

Le gouvernement israélien a approuvé le budget de l'État présenté par le Ministre des Finances, Bezale Smotrich, pour 2023-2024. Les dépenses totaliseront 484 Mds ILS pour 2023 et 514 Mds ILS pour 2024. Ce budget vise à renforcer l'économie israélienne à travers six objectifs principaux : l'accélération des projets d'infrastructures, l'augmentation de la concurrence (notamment par d'acceptation élargie des normes et standards européens), le renforcement du capital humain et du leadership technologique, la réduction de la bureaucratie pour les entreprises ainsi que pour les citoyens, la rationalisation du secteur privé et la lutte contre les revenus non-déclarés.

4. ÉROSION DU POUVOIR D'ACHAT.

Selon le Bureau central des statistiques, le salaire mensuel moyen en Israël à la fin de 2022 était de 12 120 shekels, en hausse de 2,8% par rapport à 2021. Cependant, en tenant compte de l'inflation on estime que le pouvoir d'achat a baissé de 1,5% par rapport à fin 2021. Malgré une légère hausse récente du taux de chômage (environ 4,4%), Israël connaît un quasi plein emploi.

JORDANIE

1. RATIFICATION DE LA LOI DE FINANCES 2023.

La loi de finances pour l'année 2023, ayant été approuvée par les deux chambres du Parlement, a

été ratifiée par décret royal et publiée au Journal Officiel. Pour rappel, le budget 2023 prévoit un montant de dépenses de 11,4 Mds JOD (16,1 Mds USD) et de recettes de 9,6 Mds JOD (13,5 Mds USD) composé comme suit : 69,3 % de recettes fiscales, 22,3 % de recettes non fiscales et 8,4 % de dons étrangers. Le déficit devrait alors s'élever à 1,9 Md JOD soit 5 % du PIB estimé de 2023. Le taux de croissance prévu pour 2023 est de 2,7 % et celui de l'inflation à 3,8 %.

2. EXÉCUTION BUDGÉTAIRE SUR LES 11 PREMIERS MOIS 2022.

Selon le Ministère des Finances, les recettes totales ont atteint un montant de 8,06 Mds JOD (11,4 Mds USD) de janvier à novembre 2022, soit une augmentation de +10,4 % en glissement annuel (g.a.). Les dons étrangers ont augmenté de 26,6 % en g.a. et s'établissent à 739,2 M JOD (1,04 Md USD). Du côté des dépenses, elles se sont élevées à 9,4 Mds JOD (13,2 Mds USD) lors des onze premiers mois de 2022, soit une augmentation de +6,8 % en g.a. Ainsi, le déficit budgétaire connaît une légère diminution de -10,7 % et s'élève à 1,3 Md JOD (1,9 Mds USD) en prenant en compte les dons soit -4,2 % du PIB contre -5,1 % lors de la même période en 2021. Le montant de la dette, hors dette détenue par le Fonds d'investissement de la sécurité sociale (SSIF) fin novembre 2022, s'élève à 30,4 Mds JOD (42,9 Mds USD) soit 88,2 % du PIB contre 88,6 % du PIB fin 2021.

3. PROGRÈS SUR LA MISE ŒUVRE DE LA VISION DE MODERNISATION ÉCONOMIQUE.

Le Roi Abdallah II a assisté à une partie de la séance de clôture d'une réunion organisée par le gouvernement afin d'évaluer les progrès réalisés dans la mise en œuvre de la Vision de Modernisation Économique (EMV). 13 ministres ont participé aux séquences de cette réunion, plusieurs sénateurs et députés, des représentants du secteur privé et de la société civile, ainsi que des journalistes. Le gouvernement a évalué les grands projets d'investissements en cours ou à venir à 10,47 Mds JOD (14,8 Mds USD) dont : 4 Mds JOD (5,6 Mds USD) pour un projet de production d'hydrogène et d'ammoniac verts ; 3 Mds JOD (4,2 Mds USD) pour le projet de National Conveyor ; 1,9 Md JOD (2,7 Mds USD) pour le projet de réseau ferroviaire national (Phase I Aqaba-Amman) ; 400 M JOD (564 M USD) pour un projet de route à péage ; 300 M JOD (423 M USD) pour le projet de projet d'aménagement et de réhabilitation du port à conteneurs d'Aqaba ; 290 M



JOD (409 M USD) pour l'université médicale avec le Fonds saoudo-jordanien ; 225 M JOD (317 M USD) pour le King Hussein Bridge ; 50 M JOD (71 M USD) pour la gestion et l'exploitation de l'aéroport international King Hussein à Aqaba ; 46 M JOD (65 M USD) pour les 15 écoles en PPP.

LIBAN

1. NOUVELLES PRÉVISIONS MACROÉCONOMIQUES DE L'IIF.

Selon l'Institut International de Finance (IIF), le PIB réel libanais s'est contracté de -6,5 % en 2022, et une nouvelle contraction de -7 % est attendue en 2023. D'ici la fin de l'année, le taux de change du marché parallèle pourrait dépasser 110 000 LBP/USD, tandis que les réserves en devises de la Banque du Liban devraient continuer de diminuer, passant de 10,6 Mds USD à la fin de 2022 à environ 6 Mds USD à la fin de 2023. La pauvreté et le chômage continueront d'augmenter, entraînant la fuite des travailleurs qualifiés et la détérioration de la classe moyenne. A ce titre, l'IIF estime qu'environ 200 000 personnes auraient quitté le Liban en 2022, et 200 000 autres pourraient émigrer en 2023. Enfin, l'IIF souligne qu'un plan de redressement économique global soutenu par un programme FMI est essentiel pour mettre fin à l'effondrement économique et financier du pays.

2. HAUSSE DE 40% DES IMPORTATIONS DE VOITURES EN 2022.

Le marché libanais d'importations de voitures a connu une croissance de 40% en 2022, avec 6 563 voitures vendues en décembre, contre 4 702 en 2021. Une partie de cette hausse est certainement liée à un phénomène d'anticipation de la part des importateurs (hausse attendue des droits de douane liée au changement du taux de change appliqué). Les voitures japonaises ont représenté la part la plus élevée des ventes (39%), suivies des voitures européennes (26%) et des voitures coréennes (20,4%). Toyota, Kia et Honda sont les principaux vendeurs de voitures au Liban. Les ventes automobiles de 2022 restent toutefois nettement inférieures aux 35 000 ventes de 2018.

PALESTINE

1. ARRIÉRÉS DE PAIEMENT PUBLICS PRÉOCCUPANTS DANS LE SECTEUR MÉDICAL.

La Fédération des industries pharmaceutiques et l'Union des fournisseurs de médicaments et d'équipements médicaux palestiniens ont exhorté le gouvernement à honorer leurs arriérés de paiement qui s'élèvent selon eux à 750 M ILS (200 M€). En réponse, le Premier Ministre Mohammad Shtayyeh s'est engagé à effectuer un versement de 25 M ILS chaque mois aux fabricants et fournisseurs de médicaments, ce qui, selon les industriels du secteur, ne permettra pas de couvrir les impayés qui s'accumulent chaque mois.

2. LES PALESTINIENNES RESTENT SOUS REPRÉSENTÉES SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL.

Alors que les femmes sont majoritairement représentées dans le système éducatif, leur part dans la population active n'était que de 19% en 2022. Les femmes sont également plus touchées par le chômage (40% de la population active) que les hommes (20% de la population active). S'agissant des rémunérations et des conditions d'emploi, 50% des femmes étaient payées en dessous du salaire minimum indicatif (contre 38 % des hommes) et 40% des femmes employées dans le secteur privé travaillent sans contrat. Enfin, seules 46% d'entre elles ont pu bénéficier d'un congé de maternité rémunéré.



SYRIE

1. LA BANQUE MONDIALE ESTIME LES PERTES ÉCONOMIQUES DUES AU SÉISME DU 6 FÉVRIER À 5 MDS\$.

La Banque Mondiale a publié le 27 février un [rapport](#) estimant les pertes économiques directes causées par le séisme du 6 février à 5 Mds USD. Cette estimation s'appuie sur la valeur de remplacement du capital endommagé ou détruit. En se basant sur la valeur réelle des bâtiments avant le séisme, le stock détruit est estimé à 1 Md USD, soit 10% du PIB syrien. Le rapport indique que les dégâts ont été particulièrement importants dans 4 des 14 gouvernorats syriens, où vivent environ 10 millions de personnes. Les régions les plus touchées sont Alep et Idlib, avec respectivement 4% et 13% de leur stock de bâtiments touchés. Des infrastructures clés, telles que des écoles, des hôpitaux, des barrages et réservoirs d'eau, ainsi que des raccordements électriques ont été endommagés, entraînant de nombreuses pannes de courant.

La Banque Mondiale souligne que les destructions ont eu lieu alors que les bâtiments et les infrastructures dans le nord-ouest de la Syrie étaient déjà fragilisés par des années de bombardements, laissant de nombreuses structures incapables de résister au tremblement de terre et aux répliques qui ont suivi. L'évaluation de la valeur du capital initial étant incertaine, il convient d'interpréter les estimations du rapport avec prudence; les choix méthodologiques pouvant entraîner des résultats différents.

DOMMAGES DIRECTS PAR SECTEUR ET PAR GOUVERNORAT EN TERMES RELATIFS
(EN % DE L'EXPOSITION DANS CHAQUE SECTEUR)

Gouvernorat	Résidentiel	Non résidentiel	Infrastructure	Total	Total (absolu)
ALEP	5%	4%	3,3%	4%	2,3 Mds \$
IDLIB	15%	13%	10%	13%	1,9 Md \$
LATTAQUIÉ	4%	3%	3%	3,3%	0,55 Md \$
HAMA	1,2%	1%	0,7%	1%	0,167 Md \$
AUTRES	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	< 0,100 Md \$

2,5 Mds \$	1,7 Md \$	0,9 Md \$
------------	-----------	-----------

LA DIRECTION GÉNÉRALE DU TRÉSOR EST PRÉSENTE DANS PLUS DE 100 PAYS À TRAVERS SES SERVICES ÉCONOMIQUES.
POUR EN SAVOIR PLUS SUR SES MISSIONS ET SES IMPLANTATIONS : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

RESPONSABLE DE LA PUBLICATION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

RÉDACTEUR : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION
(AMMAN, BAGDAD, JÉRUSALEM, LE CAIRE, TÉHÉRAN, TEL-AVIV)

CRÉDITS PHOTO : ©SER BEYROUTH